



Rapport Première Réunion

Groupe de Travail sur la Politique

Evaluer et Gérer les Effets du Commerce sur l'Emploi

Cotonou, le 13 mars 2012

Date *Mardi 13 mars 2012*

Durée *09h 30 – 16h*

Lieu *Centre d'Oiseau de Cotonou*

I- Ouverture/Présentation du Projet ECE et du livre :

« Commerce et Emploi : des Mythes aux Réalités »

A l'ouverture de la séance, Madame TOHI, Coordinatrice Nationale du Projet « Evaluer et gérer les Effets du Commerce sur l'Emploi » a souhaité la bienvenue à tous les participants et a remercié les différents membres du Groupe de Travail sur la Politique constitués des mandants tripartites (représentants des Ministères et les partenaires sociaux) pour leur présence à cette réunion qui revêt une grande importance pour le BIT dans son rôle d'accompagnement du Bénin pour la promotion de l'emploi grâce aux échanges commerciaux. L'objet de la réunion a été rappelé aux participants.

La parole a ensuite été donnée au Représentant de l'Union Européenne Monsieur Bruno PUEJEAN, Chargé de Programmes notamment en matière agricole et commerciale à la Délégation de l'Union Européenne au Bénin. Monsieur PUEJEAN, a remercié pour son invitation à prendre part à la première réunion du Groupe de Travail sur la Politique et a apprécié l'initiative. Il a assuré que l'Union Européenne en tant que Partenaire principal du Bénin, accorde une grande importance à la problématique du Commerce dans les Pays en développement et c'est dans ce sens qu'un cadre de travail est à l'étude et devra s'occuper des questions relatives au commerce.

Ensuite un tour de table a permis aux membres de se présenter en vue de favoriser les échanges et créer les conditions d'un dialogue social fructueux. Après avoir échangé sur l'agenda de la journée, un petit comité de rédaction composé de trois membres a été constitué à savoir : M. ZANNOU du Ministère de l'Emploi, M. SALAMI du Commerce et de M. PADONOU du BIT.

La première phase de la réunion du Policy Working Group a commencé avec la présentation du Projet BIT/ECE et du livre « Commerce et Emploi des Mythes aux Réalités ». La coordinatrice du BIT/ECE a saisi cette occasion pour informer les mandants du BIT que ce livre a été lancé à Genève en Octobre 2011 et qu'il a été présenté dans quelques grandes

villes d'Europe (Bruxelles et Paris), Washington aux USA et récemment à Jakarta en Indonésie. Il sera également présenté aux mandants du BIT à Genève lors de la réunion du Conseil d'Administration du OIT qui s'ouvre le 15 mars 2012 à Genève. Le projet « Evaluer et Gérer les Effets du Commerce sur l'Emploi » a été présenté à travers son objectif global et ses objectifs spécifiques, sa stratégie de mise en œuvre au niveau global et au plan national. L'objectif des réunions du PWG ainsi que les tâches assignées aux membres du Groupe de Travail sur la Politique ont été précisés, il s'agit essentiellement de : définir les orientations stratégiques et Politiques du Projet en vue de favoriser la prise en compte de la problématique de la création d'emplois décents au profit des jeunes au Bénin; Conduire les différentes phases de la formulation du document de politique sur le Commerce international et le marché de l'emploi au Bénin et suivre sa mise en œuvre.

Il y a eu ensuite la présentation des principaux partenaires du projet au Bénin.

Enfin les membres du PWG ont été informés que trois études ont été lancées au Bénin pour soutenir la formulation de la politique, il s'agit de :

« L'Impact du Commerce Agricole sur l'Emploi au Bénin »,

« L'Economie Informelle et l'Emploi au Bénin »,

« L'Impact de la logistique maritime et des infrastructures portuaires sur l'Emploi au Bénin »

Concernant le Livre « Commerce et Emploi, des Mythes aux Réalités » les 03 objectifs qui sous-tendent sa publication ont été indiqués :

- Examiner les preuves existantes sur la relation entre le Commerce et l'Emploi;
- Contribuer à concevoir des outils pour évaluer les effets du Commerce sur l'Emploi;
- Participer au débat sur une Politique Commerciale cohérente et l'Emploi.

Outre le chapitre introductif, les six chapitres thématiques du livre ont été présentés avec un bref résumé du contenu de chaque chapitre et un accent mis sur le fait le document est l'œuvre de plusieurs auteurs a été publié par le BIT. Les principales conclusions issues de ce document ont été présentées aux participants.

Après cette présentation, parole a été donnée aux membres du Groupe de Travail sur la Politique qui ont remercié pour la qualité de l'exposé et des informations contenues dans le livre. Les préoccupations suivantes ont été soulevées :

- La question de l'élargissement de l'assiette fiscale aux entreprises qui opèrent dans l'économie informelle, pour en faire une fiscalité de développement ;
- Le positionnement de ce document politique par rapport au Document de Politique nationale sur l'emploi au Bénin ;

- La traduction en Français du livre sur le « Commerce et l'emploi : des mythes aux réalités » et sa mise à disposition des membres du groupe de travail.

A ces différentes préoccupations, les réponses ont été apportées.

- Concernant la dernière préoccupation, les chapitres essentiels du livre ont été traduits en tenant compte des spécificités de chaque pays pilote. Pour le Bénin par exemple, trois chapitres (4, 6 et 7) ont été traduits.
- Il s'agit des chapitres qui traitent de l'économie informelle, des coûts d'ajustement et de l'assistance puis de la diversification commerciale qui seront au fur et à mesure mis à la disposition des membres du PWG.
- Bien évidemment la question fiscale est abordée dans le chapitre 4 du livre où il est même proposé une modélisation de l'économie informelle dans les pays en développement pour mieux appréhender son fonctionnement et les interactions
- Le document de politique à élaborer au sein du PWG sera plus spécifiquement axé sur les questions qui touchent le Commerce extérieur et le Marché du travail au Bénin.

La deuxième phase de cette réunion est axée sur la présentation des résultats des études

II - Présentation des résultats des études

Première étude : « Impact du Commerce Agricole sur l'Emploi au Bénin »

Cette étude, présentée par le M. SOULE a été réalisée par le Laboratoire d'Analyse Régionale et d'Expertise Sociale (LARES).

Elle est basée sur l'analyse ex ante de quatre mesures et réformes de la politique commerciale :

- L'Accord de Partenariat Economique avec l'UE ;
- La mesure d'interdiction des exportations de la graine de coton ;
- La mise en place du Tarif Extérieur Commun de la CEDEAO ;
- La subvention aux importations de produits agricoles.

La seconde présentation : Analyse ex ante de l'Accord de Partenariat Economique entre Afrique de l'Ouest et l'UE, du Tarif Extérieur Commun CEDEAO et du Programme de Vérification des Importations

Les résultats de ces travaux ont été présentés par M. Epiphane ADJOVI de la Cellule d'Analyse des Politiques de Développement (CAPOD). Il résume les différentes simulations issues de la phase de suivi de la formation sur la Matrice de Comptabilité Sociale et son effet multiplicateur.

Au total, 03 réformes ou accords régionaux à forte contenance commerciale ont été étudiés :

- Impact du TEC CEDEAO sur les objectifs du Plan Stratégique de Relance du Secteur Agricole (PSRSA) du Bénin
- Effet du volet commercial d'un Accord de Partenariat Economique entre l'Afrique de l'Ouest et l'Union Européenne ;
- Effet de la mise en œuvre du Programme de Vérification des Importations au Bénin.

Suite à ces présentations, beaucoup de préoccupations ont été exprimées concernant les modèles utilisés pour obtenir leurs résultats. Il s'agit du modèle d'Equilibre Général Calculable (EGC) pour la première présentation et l'effet multiplicateur de la Matrice de Comptabilité Sociale pour la seconde.

Les échanges ont donc été axés sur les avantages et inconvénients de l'utilisation de l'une ou l'autre méthode. L'équipe de consultant a apporté des réponses à ces questions.

Les membres du PWG se sont aussi préoccupés des sources des chiffres utilisées pour réaliser les simulations puisque les résultats souvent mitigés concernant l'impact sur l'emploi découlent de ces chiffres. Beaucoup de simulations ont conclu à des effets défavorables à l'emploi. Les membres ont souhaité que les études proposent des mesures d'atténuation de ces effets négatifs. Les chiffres utilisés pour ces études proviennent pour l'essentiel de l'Institut National des Statistiques et de l'Analyse Economique (INSAE) ainsi que des enquêtes nationales

La question de l'opportunité ou non pour le Bénin de mettre en œuvre les accords régionaux APE/UE et TEC/CEDEAO a aussi été soulevée, surtout si ces derniers s'avèrent défavorables pour ses secteurs de production, et les recettes publiques en absence de mesures d'accompagnement. La baisse de la production va occasionner une contraction du volume d'emploi et de la rémunération totale. Le Bénin est membre d'un espace économique sous régional vis-à-vis duquel il a des obligations en matière d'intégration. Les partenaires sociaux ont un rôle d'appui/conseil à jouer à l'endroit des décideurs en charge de ces négociations pour qu'elles soient le plus profitables possibles aux états membres de l'espace.

Avec la mise en œuvre de la nouvelle zone d'échange, il peut y avoir des revers pour l'industrie béninoise parce qu'elle ne s'est pas encore adaptée. En matière de réforme

agricole, il y a un gap financier de dix millions de dollars à rechercher pour boucler le volet développement des Accords de Partenariat Economique.

La plupart des simulations ayant été réalisée ex ante, les membres tout en reconnaissant l'importance de celles-ci ont demandé d'explorer la possibilité pour le Bénin de s'appuyer sur les expériences d'autres pays qui ont réussi à enregistrer des performances économiques, et améliorer la situation de l'emploi grâce aux échanges commerciaux. D'autres questions sont orientées vers la nature des emplois qui seraient créés dans le cas où les réformes seraient favorables à l'emploi. Les membres ont mis l'accent sur la forte proportion des emplois précaires recensés aujourd'hui dans plusieurs domaines. Il a été rappelé qu'en matière de commerce international, il ne faut pas perdre de vue les 03 composantes que sont :

- Les importations
- Les exportations
- La réexportation

En fonction de la politique commerciale ou des réformes engagées par le pays chacune de ces composantes devrait influencer favorablement ou non la création d'emplois. Un rôle important des partenaires sociaux serait de veiller à privilégier la création d'emplois décents c'est-à-dire l'emploi qui apporte une sécurité du revenu et une forme de protection sociale au travailleur.

Enfin la question de la pression fiscale qui pèse actuellement sur les entreprises de l'économie formelle estimées à 3% a été évoquée, et cette situation n'encourage guère l'entrée de nouveaux acteurs sur le marché. L'économie informelle représente près de 97 % des acteurs et ne contribuent pas encore à un niveau appréciable aux finances publiques, la question de l'élargissement de l'assiette à cette économie est impérieuse pour asseoir une fiscalité de développement. Une mise en réseau des trois régies financières (douane, impôts et le trésor) pourrait être une approche de solution.

Une contribution importante de l'UE, est que les APE ne constituent pas une rupture des autres accords politiques, la réflexion en vue d'asseoir un cadre d'échanges des différents partenaires en vue de mieux accompagner le Bénin sur le volet agriculture et sécurité alimentaire est en cours. Un important projet d'appui au secteur agricole comportant un volet appui à la mise à niveau des entreprises béninoises chargées du contrôle de la qualité des produits « made in Benin » sur le marché en conformité avec les normes et standards internationaux en la matière est à l'étude.

La troisième phase de la réunion est essentiellement consacrée au débat politique sur le commerce agricole et l'emploi au Bénin

III- Débat des membres du Groupe de travail sur la Politique

03 thèmes ont été proposés pour les discussions :

- 1- Rôle du secteur agricole dans les échanges extérieurs au Bénin ;
- 2- Intégration régionale, commerce régional et création d'emplois ;
- 3- Infrastructures, échanges et créations d'emploi.

Il s'agit pour les participants de s'appuyer sur les thèmes pour dégager les lignes directrices qui devront orienter la conception et la formulation d'une politique cohérente sur les Echanges commerciaux et l'emploi au Bénin.

Les membres du PWG ont presque unanimement reconnu que le Bénin dispose aujourd'hui d'assez de document de politique et d'évaluation d'impact pour amorcer la relance du secteur agricole, les problèmes essentiels à résoudre sont la recherche de marché, la sécurisation du foncier agricole, la compétitivité des produits à mettre sur le marché.

Rôle du secteur agricole dans les échanges extérieurs au Bénin

Les réflexions par rapport au « Rôle du secteur agricole dans les échanges extérieurs du Bénin » ont permis de retenir les lignes directrices suivantes:

- 1- Amélioration de la productivité (Sécurisation du foncier agricole, modernisation du secteur, diversification, et organisation des filières, renforcement du capital humain)
- 2- Amélioration de la compétitivité (Information/communication sur la demande du marché ; mise en place d'une veille stratégique et Economique, qualité des produits, normes et standardisation)
- 3- Amélioration de l'environnement (Infrastructures adéquates, compétences/qualification professionnelle, toutes les mesures qui consolident le secteur)
- 4- Financement du secteur agricole par diverses sources

Intégration régionale, commerce régional et création d'emplois

Les lignes directrices ont été identifiées :

Assurer une bonne mise en œuvre des accords régionaux

- 1- Elargissement des marchés et réalisation d'économie d'échelle ;
- 2- Mise en œuvre des réformes
- 3- Protection de l'investissement ;
- 4- Sécurisation du travail et protection sociale

Infrastructures, échanges et créations d'emplois

Les grandes lignes déterminées sont les suivantes :

- 1- Développement des Infrastructures de transport (Port, aéroport, routes)

- 2- Développement des Infrastructures fixes (bâtiments pour le stockage, conditionnement)
- 3- Développement des Infrastructures de communication (toutes les TIC)
- 4- Mise en œuvre de la Libre pratique (dédouanement des produits à l'entrée de la zone)
- 5- Corridors.

Recommandations d'ordre général

Tout en montrant leurs intérêts aux différentes présentations et aux débats, les membres du Groupe de Travail sur la Politique ont fait les recommandations suivantes :

- Meilleure centralisation des statistiques relatives à l'emploi disponibles auprès des autres départements ministériels par le Ministère en charge de l'emploi ;
- Présentation des résultats des simulations dans un tableau pour mieux faire ressortir les avantages et inconvénients de chaque modèle utilisé.
- Définition préalable des concepts utilisés dans les études pour permettre à tous les participants d'en avoir la même compréhension.
- Mise à disposition par le BIT d'un canevas de formulation de politique pour intégrer les axes stratégiques et points d'application à l'issue des échanges.